

Elargirait-on la censure ?

Des journalistes posent la question à M. King — Une liberté plus étendue? — La politique de guerre du ministère

Que fera le ministère à propos de la canalisation du Saint-Laurent ?

(Par Léopold RICHER)

Ottawa, 4. — Le premier ministre a reçu les journalistes hier après-midi. L'entrevue n'a pas été déplaisante. Loin de là. Nous avons déjà eu l'occasion de décrire la manière engageante dont M. Mackenzie King cause avec les membres de la tribune de la presse. Hier après-midi le premier ministre tenait tout d'abord à offrir ses souhaits de bonne année à ceux qui sont chargés de rapporter, dans les journaux, les incidents politiques et les événements importants de la vie nationale. Après les poignées de mains d'usage, la conversation a pris une tournure tout à fait cordiale. Les journalistes ont exposé leurs vues sur la situation faite aux journaux pendant cette période de guerre et le premier ministre s'est montré fort sympathique.

M. Thompson

On a parlé de plusieurs questions. Peut-être le meilleur moyen de rapporter l'entrevue est-il d'en refaire le cours. Evidemment le premier ministre avait quelque chose à dire d'assez important dès le début. Il s'agissait de M. Walter Thompson, qui avait démissionné comme directeur du bureau de la censure pour accepter la direction de l'Office de l'Information publique. Il appert que M. Thompson vient de démissionner de ce nouveau poste pour raisons de santé. M. Mackenzie King a fait l'éloge du démissionnaire. En attendant qu'un successeur soit trouvé à M. Thompson, M. Herbert Lash, également des C. N. R., dirigera l'Office de l'Information publique. Depuis un an, M. Thompson a accepté des tâches harassantes. Après avoir dirigé l'organisation de presse pendant la visite royale, il a mis sur pied le bureau de censure. Il devra maintenant prendre un repos prolongé.

La censure

La question de la censure est venue tout naturellement sur le tapis. Des journalistes ont exprimé l'opinion que l'on pourrait faire des modifications aux règlements de la censure sans nuire en rien à l'effort de guerre du Canada. Du point de vue information, il y aurait, en effet, quelque chose à faire. Pour sa part, M. Mackenzie King a réitéré les assurances qu'il donnait il y a quelque temps aux membres de la Tribune de la presse. C'est son désir que les ministres et les fonctionnaires supérieurs

coopèrent le plus étroitement possible avec les journalistes afin de donner au public toute l'information nécessaire. La situation se complique, il faut l'admettre, du fait que le pays voisin est neutre et que les agences d'information américaines peuvent obtenir et disséminer des renseignements dont la publication est prohibée au Canada.

Du point de vue des idées, la question de la censure a un aspect non moins important. On sait que nos règlements de la défense ont été rédigés d'après ceux qui ont été mis en vigueur en Grande-Bretagne. Or en Angleterre on vient de les modifier considérablement en vue de donner une plus grande latitude à ceux qui n'endossent pas la politique du gouvernement anglais. On voudrait que le gouvernement canadien en fit autant. Le cabinet étudie le problème. Des ministres seraient en faveur de rendre moins sévères les règlements de la défense du Canada, alors que d'autres seraient d'avis d'en modifier certains articles dans le sens d'une plus grande rigidité. Il n'y aurait rien de surprenant que l'on restreigne un peu les pouvoirs des autorités en ce qui concerne la suppression des journaux et la mise sous arrêt, sans mandat, des personnes soupçonnées.

La propagande communiste

Il y a certes une propagande — et nous l'avons dit plusieurs fois ici même — que le gouvernement ne devrait pas tolérer: c'est la propagande communiste. A vrai dire le gouvernement aurait dû sévir contre elle bien avant notre entrée en guerre. Quant à l'expression d'idées contraires aux vues du présent gouvernement libéral sur la politique de guerre, elle devrait être tolérée par les autorités, lorsqu'elle est faite de bonne foi, d'une façon sérieuse, par des hommes qui se placent du point de vue canadien et patriotique. Une plus grande rigidité des règlements de la censure et une expansion des pouvoirs d'interdiction dans le vaste domaine des opinions libres et honnêtes, seraient un mal. On l'a vu pendant la campagne électorale québécoise qui s'est terminée le 25 octobre dernier, où l'on a fait du chantage à la censure en plus d'en faire au portefeuille.

Un syndicat professionnel

de Radio-Canada

Dans un domaine connexe aux règlements de la défense du Canada, il a été question du droit des employés de Radio-Canada de devenir membres d'un syndicat professionnel. Un fonctionnaire de Radio-Canada a eu la malencontreuse idée d'écrire que la formation d'un tel syndicat serait fort mal vue par le gouvernement. Ce qui n'est pas le cas. M. Mackenzie King nous a autorisés à le dire hier après-midi. Exemple typique de zèle intempestif de la part de

L'Amérique par les voyageurs qui cherchent des paysages d'une grandeur sauvage, joignant les beautés de la montagne et de la mer ou de l'océan.

M. Kelly n'oubliera pas à Dublin sa Gaspésie natale et, avec son ingéniosité, sa persévérance au travail, son esprit d'entreprise, il cherchera sûrement et il trouvera peut-être quelque moyen de nouer des relations entre les insulaires irlandais et les péninsulaires gaspésiens.

(Suite de la première page)

fonctionnaires en mal d'importance. A tout bout de champ on se hâte à des bonshommes qui, sans autorité d'aucune sorte, font des règlements et multiplient les interdictions. Le cas du militaire qui notait en marge d'une lettre écrite en français par un soldat que, dorénavant, la correspondance devrait être rédigée en anglais, illustre bien les difficultés de la situation.

Politique de guerre

Au sujet de la politique de guerre du gouvernement, le premier ministre a été fort réticent. Un journaliste lui a demandé si, en vue du fait que l'Angleterre vient d'appeler deux millions d'hommes sous les armes, en plus de ceux qu'elle avait mobilisés depuis le début de la guerre, le Canada ne songera pas à envoyer plusieurs divisions outre-mer. M. Mackenzie King a répondu qu'il préfère ne pas faire de déclaration là-dessus avant la session parlementaire. A la fin de sa dernière causerie radiophonique, M. Mackenzie King avait vaguement énoncé son programme. Il le précisera pendant la session. Hier après-midi il a prié son interlocuteur de tenir compte, dans son appréciation de l'effort de guerre du Canada, de la contribution canadienne au centre impérial d'aviation.

La Finlande

"Le Canada enverra-t-il des secours à la Finlande?" demanda un confrère. "La question est à l'étude par le cabinet", répondit M. King. Il est à peu près certain que nous aiderons les Finlandais à résister aux Russes, mais notre contribution prendra la forme de denrées alimentaires et de secours divers qui seront distribués et administrés par la Croix-Rouge. "Il y avait une rumeur d'après quoi nous pourrions envoyer des hommes également", ajouta le journaliste. "Il n'en est pas question", répondit le premier ministre. Le Canada, en aidant la Finlande, agira comme les autres membres de la Société des Nations. Il est probable que le gouvernement fera une déclaration à ce propos dans un avenir prochain.

On a ensuite mentionné le projet de canalisation du Saint-Laurent. Un confrère a demandé au premier ministre si c'est l'intention du gouvernement fédéral de présenter, au cours de la prochaine session, un bill en vue de permettre la réalisation du projet. (A la Chambre de Toronto M. Mitchell Hepburn présentera un projet de loi qui facilitera les pourparlers entre le Canada et les Etats-Unis). M. Mackenzie King a dit qu'il n'y avait eu jusqu'ici, entre Ottawa et Washington, que des conversations officieuses. Il semble que ce soit l'intention du gouvernement canadien d'attendre que le Sénat américain prenne une décision favorable au projet, avant de faire quoi que ce soit en fait de législation.

Après que M. King eût fait l'éloge de M. Brockington, auquel il a confié la tâche de rédiger la chronique de notre participation à la guerre — ce dont tout le monde semble se louer — l'entrevue prit fin par de nouvelles poignées de mains. M. McLarty, ministre du Travail, assistait à l'entrevue, de même que des membres de l'Office de l'Information publique et du secrétariat du premier ministre.

Léopold RICHER